



Déclaration des délégués des personnels du SNUipp-FSU CDEN du 7 juillet 2017



Ce vendredi 7 juillet 2017, jour de fin des cours dans les écoles publiques, ce CDEN va traiter des horaires de plus de 180 écoles publiques, cela représente 62% des 298 écoles que compte le département.

Il est légitime que l'annonce, puis la publication d'un texte ouvrant de nouvelles possibilités sur un sujet aussi sensible que celui des rythmes, soit reprise par les acteurs du système éducatif. Mais, le ministre a, de nouveau, fait le choix de la précipitation et d'une gestion électoraliste de ce dossier. Sera-t-il possible un jour, dans ce pays, de parler de ce sujet des rythmes sereinement, sans arrière pensée, en mettant tout sur la table et en fondant les décisions sur la réflexion et non sur la réaction ?

Le SNUipp-FSU y est prêt, mais comme il l'a déclaré en 2012, lors de l'annonce de la dernière réforme: *"une réforme, ce doit être une avancée pour les élèves, les personnels"* et nous ajoutons sans hésiter *"et le service public d'éducation"*.

Pour autant, partout où il siège, le SNUipp-FSU représente la profession. Il ne peut rester sourd et aveugle à la réalité décrite et vécue par les personnels. Si, de la réforme de 2013, des expériences sont porteuses de progrès, le plus souvent, les collègues ont observé une dégradation des conditions d'apprentissage de leurs élèves mais aussi de leurs conditions de travail. Plus problématique, des déplacements d'élèves vers le privé pour cause de maintien de la semaine à quatre jours ont été constatés dans de nombreux secteurs du département. Contestée à l'origine, cette réforme passée en force sans concertation avec ceux qui devaient la subir, a rapidement été rejetée par une grande partie de la communauté éducative. La communication officielle, sans lien avec la réalité, a eu pour effet de rendre ce dossier irrationnel. Pour preuve, malgré des délais restreints, le volume impressionnant des demandes de retour à 4 jours traité lors de ce CDEN.

Si le SNUipp-FSU ne faisait pas du retour à 4 jours une revendication "première", du moins demandait-il un cadrage national de la semaine avec possibilité de dérogation en fonction des contraintes et d'organisations locales. Pour autant, sur la base des débats avec la profession et de l'enquête menée en quelques jours qui a recueilli près de 30 000 réponses, il s'est positionné POUR la possibilité d'un retour à 4 jours lors des différentes instances nationales. Il l'a fait en transparence, contrairement à d'autres organisations, dont la parole est plus qu'ambigüe sur la question. Est-ce un progrès absolu, le sujet est-il clos? Non, deux fois non! Il faudra reprendre ce sujet, mettre l'ensemble des acteurs autour de la table (ce qui n'a pas été fait auparavant), se donner les moyens et le temps d'une ambition pour tous: élèves, personnels et service public d'éducation.

Concernant encore l'organisation du calendrier pour la prochaine année, le pont de l'Ascension mis en place les deux dernières années n'est pas reconduit. Avant qu'il ne soit implanté, nous connaissons un scénario aussi désordonné que prévisible.

Chaque année, jusqu'à quelques semaines avant ce jour férié, l'administration refusait toute demande d'adaptation pour être démenti par le ministère qui, sous la pression, communiquait sur des possibilités de déplacement des cours! Le rétropédalage était aussi désordonné que précipité et mettait l'ensemble des écoles dans une situation difficile. Pour l'année scolaire à venir, nous demandons un positionnement clair de l'administration permettant aux écoles d'anticiper et de débattre de cette question dès le premier conseil d'école.

Concernant l'actualité politique nationale, les premières annonces gouvernementales du président de la République et de son gouvernement indiquent le choix d'une politique d'attaque frontale des salariés, fonctionnaires, services publics et plus globalement des citoyens. Cette politique a pour but d'avantager les catégories les plus favorisées de la population au premier rang desquels les plus grandes richesses de ce pays profiteront en

priorité. Ce sera pour ces financeurs opaques de la campagne présidentielle un juste retour sur investissement!

Pour les salariés, c'est le projet d'une nouvelle loi travail qui décuplerait le pouvoir des employeurs, inverserait la hiérarchie des normes, réduirait les protections, bâillonnerait la représentation des personnels.

Pour les fonctionnaires, c'est l'annonce du retour de la journée de carence et du blocage du point d'indice. Rappelons ici, que depuis 2010, les gouvernements successifs ont reconduit ce blocage à l'exception de 2 augmentations de 0,6% ces deux dernières années. Sur la période c'est près de 10% de pouvoir d'achat qu'ont perdu l'ensemble des fonctionnaires.

Ce gouvernement veut imposer l'inversion des normes en matière de droit du travail. Il veut aussi poursuivre une politique d'inversion des valeurs, pour mettre à mal un projet de société basé sur la maxime « De chacun selon ses capacités, à **chacun selon ses besoins** », et promouvoir celle d'un « chacun selon sa richesse et chacun selon sa proximité au pouvoir et au puissant ! »

Ainsi, il s'agit de réduire l'offre de service public en la désorganisant pour mieux la balayer et livrer au marché des pans entiers de ces compétences. Pour les populations les plus fragilisées c'est pourtant le seul recours. Les amis du pouvoir, les favorisés de toujours, les protégés des gouvernants, n'ont que faire de l'hôpital public, de l'école publique, d'un système de retraite par répartition et plus généralement d'une couverture universelle des risques de la vie. Ils ont leurs cliniques privées, leurs écoles privées, leurs rentes à vie, et la certitude de lois bien senties pour faire fructifier leur fortune! Le tout financé par le budget de l'état et la solidarité nationale.

Dans cette politique, le gouvernement sait déjà pouvoir compter sur le soutien voire la caporalisation de certaines organisations.

Le SNUipp et la FSU, quant eux, s'engagent pour décrypter et informer la profession afin de créer les conditions d'un rapport de force le plus unitaire possible permettant de maintenir les solidarités et promouvoir une société plus juste et plus fraternelle!